

# RÉSISTER AU RÈGNE DES PLUS RICHES

Défendre la liberté  
contre le pouvoir  
des milliardaires

## RÉSUMÉ



**OXFAM**

© Oxfam International, janvier 2026

Auteur-es principaux/ales : Alex Maitland, Anjela Taneja, Anthony Kamande, Carlos Brown Solá, Harry Bignell, Max Lawson et Rune Møller Stahl

Commanditaire et responsable éditoriale : Harry Bignell

Oxfam remercie Alex Bush, Alison Court, Anouk Franck, Amina Hersi, Ashish Damle, Bart Monnens, Beverly Musili, Brenda Mofya, Ceren Topgul, Chiara Putaturo, Cristina Fernandez-Duran, Deepak Xavier, Didier Jacobs, Efren Perez, Emilio del Rio Castro, Emma Seery (consultante externe), Eva Smetts, Fati Nzi-Hassane, Gloria Isabel Garcia Parra, Grazielle Custódio, Hana Ivanhoe, Hanna Nelson, Hernan Saenz, Inigo Macias Aymar, Irit Tamir, Isobel Frye, Jane Garton (consultante externe), Jackson Gandour, Jenny Patricia Gallego Munoz, John Makina, Jon Robin Bustamante, Joss Saunders, Kate Donald, Kira Boe, Linda Odour-Noah, Lucy Cowie (consultante externe), MacPherson Mdalla, Mads Busck, Mai Lagman, Mahmuda Sultana, Maria Eugenia Luarca, Miguel De La Vega, Mirjam van Dorssen, Mustafa Talpur, Nabil Abdo, Nabil Ahmed, Nafkote Dabi, Neal McCarthy, Nicholas Vercken, Nina Crawley, Nizar Aouad, Nout van der Vaart, Paola Castellani, Rebecca Riddell, Rod Goodbun, Sally Abi Khalil, Seán McTernan, Stanislas Hannoun, Steve Price-Thomas, Susana Ruiz, Tobias Hauschild, Veronica Paz Arauco, Victoria Harnett et Viviana Santiago pour leur contribution.

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation.

Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation des auteur-es est requise et des frais d'utilisation peuvent s'appliquer.

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de publication. Publié par Oxfam International sous le DOI : 10.21201/2025.000113

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard) et relu par Morgane Menichini.

Oxfam remercie également les auteur-es des documents de référence élaborés à sa demande sur les mêmes thématiques : Anjela Taneja, Grazielle Custódio, Hana Ivanhoe, Jennifer Erazo, Maria Eugenia Luarca, Michael Borum, Miguel De La Vega, Nizar Aouad, Nour Shawaf, Paola Castellani, Roslyn Boatman et Veronica Paz Arauco.

Conception graphique par Nigel Willmott avec l'aide de Julie Brunet pour la visualisation des données.

Plusieurs expert-es et organisations ont généreusement appuyé l'élaboration de ce rapport. Oxfam remercie également Alice Krozer (El Colegio de México), Benedicte Bull (Université d'Oslo), Christoph Lakner (Banque mondiale), Danny Dorling (Université d'Oxford), Steve Cockburn (Amnesty International), Tess Wolfenden (Debt Justice), Todd Brogan (International Trade Union Confederation) et Wiz Bains (Debt Justice).

Photo de couverture : Manifestant-es, poings croisés, devant des agents de police kényans lors d'une manifestation contre la hausse des impôts dans le centre-ville de Nairobi, le 18 juin 2024, alors que les membres du Parlement débattent de la loi de finance 2024. Les forces de l'ordre ont tiré des gaz lacrymogènes et arrêté des dizaines de manifestant-es. Crédit photo : Luis Tato/AFP via Getty Images



Depuis l'élection de Donald Trump en novembre 2024, la fortune des milliardaires a augmenté à un rythme trois fois plus élevé que la moyenne annuelle des cinq années précédentes<sup>1</sup>. Si les milliardaires états-unien-nes ont connu la plus forte croissance, celles et ceux du reste du monde ont également enregistré des augmentations à deux chiffres de leur fortune. Les mesures prises sous la présidence Trump, notamment la promotion de la déréglementation et le démantèlement des accords visant à renforcer l'imposition des entreprises, ont profité aux plus riches à travers le monde<sup>2</sup>.

Le monde compte pour la première fois plus de 3 000 milliardaires, dont la fortune atteint des niveaux record dans l'histoire. En octobre 2025, l'homme le plus riche du monde, Elon Musk, est devenu la première personne à posséder une fortune supérieure à 500 milliards de dollars<sup>3</sup>, alors qu'une personne sur quatre dans le monde souffre de la faim.

Il est facile pour un-e milliardaire d'acheter un yacht gigantesque ou plusieurs maisons de luxe aux quatre coins du monde. Dans un monde profondément inégalitaire où la majorité se partage les miettes, il est on ne peut plus justifié d'interroger cette consommation excessive alors même que la planète est incapable d'absorber tout le carbone généré par de tels excès. De nombreuses personnes balaient toutefois cette critique d'un revers de la main, la qualifiant de politique de la jalousie.

Bien plus rares sont toutefois les personnes qui contesteraient le fait qu'il est contraire au progrès et à l'équité que des milliardaires utilisent leur fortune pour acheter une personnalité politique, influencer un gouvernement, acquérir un journal ou un réseau social, ou déjouer toute opposition en se reposant sur leurs puissantes équipes juridiques afin de garantir leur impunité devant la justice. De tels pouvoirs donnent aux milliardaires une emprise sur notre avenir à tou-te-s, sapant la liberté politique et érodant les droits du plus grand nombre.

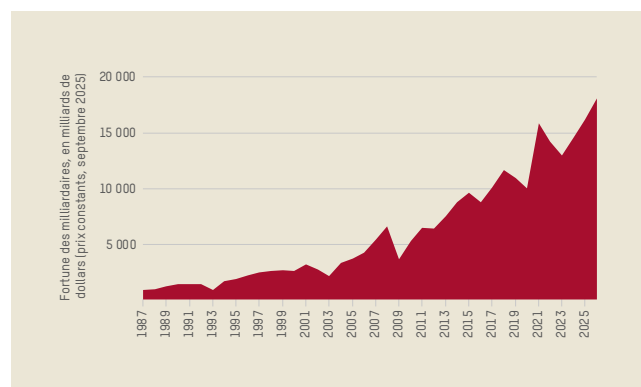
#### ENCADRÉ 1. UNE DÉCENNIE FASTE POUR LES MILLIARDAIRES : LES FAITS

- En 2025, la fortune des milliardaires a augmenté à un rythme trois fois plus élevé que la moyenne annuelle au cours des cinq années précédentes<sup>4</sup>.
- Une étude a révélé que les pays où les inégalités sont les plus marquées ont jusqu'à sept fois plus de risques de voir leur démocratie s'éroder que les pays où les inégalités sont moins prononcées<sup>5</sup>.
- Les milliardaires ont plus de 4 000 fois plus de chances d'occuper un poste politique que les citoyen-nes ordinaires<sup>6</sup>.
- La richesse acquise par les milliardaires du monde entier au cours de l'année dernière suffirait à donner 250 dollars à chaque habitant-e de la planète, tout en laissant ces milliardaires s'enrichir encore de quelque 500 milliards de dollars<sup>7</sup>.
- Les 12 milliardaires les plus riches du monde possèdent plus de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité, soit plus de quatre milliards de personnes<sup>8</sup>.

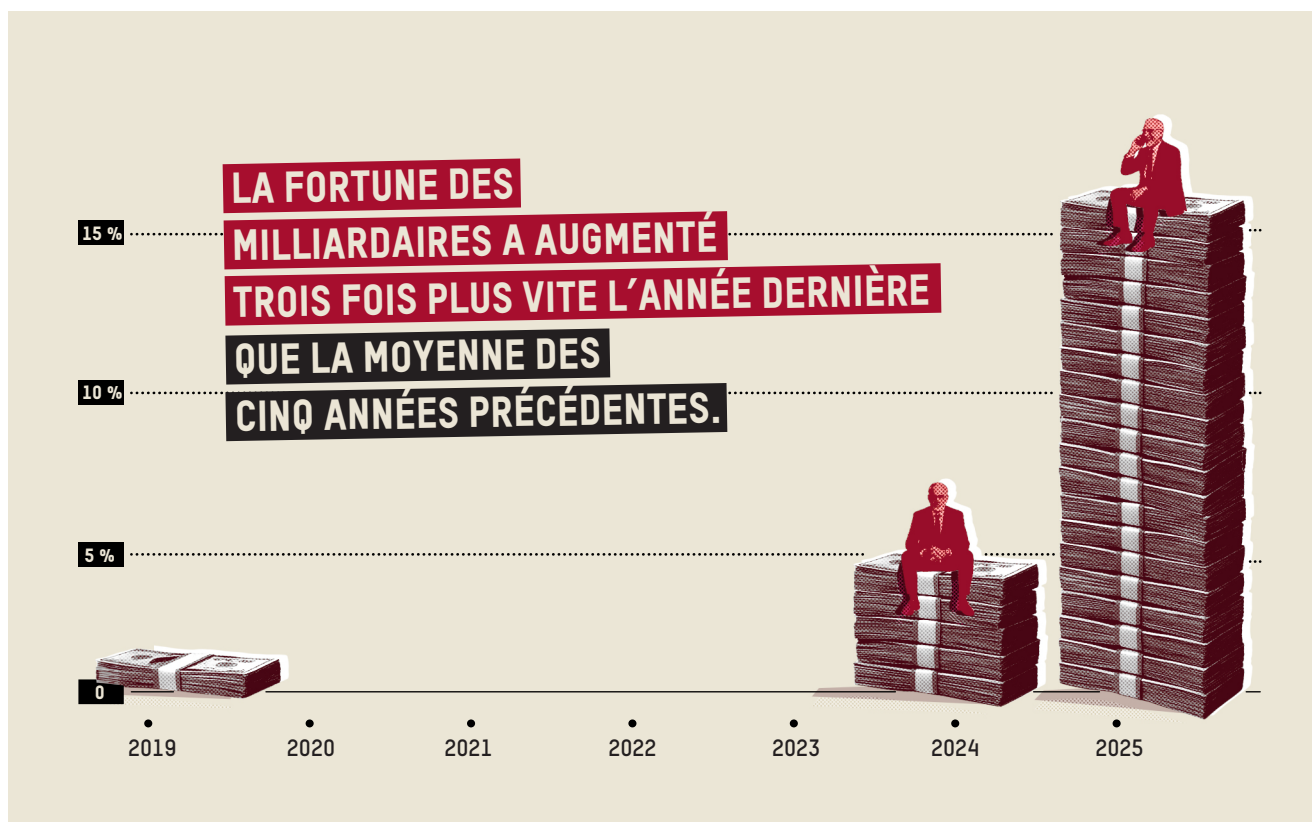
Ce phénomène selon lequel les plus riches influencent et contrôlent la politique n'est pas nouveau ; il est courant dans tous les pays du monde. Mais les événements qui se sont déroulés aux États-Unis en 2025 l'ont peut-être clairement illustré : dans tous les pays, les ultra-riches ont non seulement accumulé plus de richesses qu'ils ou elles ne pourraient jamais en dépenser, mais ils et elles ont également utilisé cette richesse pour s'assurer le pouvoir politique nécessaire pour façonner les règles qui régissent nos économies et gouvernent les nations. Dans le même temps, partout dans le monde, nous assistons à une érosion et à un recul des droits civils et politiques du plus grand nombre, à la répression des manifestations et à l'étouffement des voix dissidentes. Il y a un siècle, face aux inégalités criantes qui frappaient les États-Unis, le juge de la Cour suprême Louis Brandeis déclarait : « Nous pouvons avoir soit la démocratie dans ce pays, soit une grande richesse concentrée entre les mains de quelques-uns. Mais pas les deux. »

Le présent rapport porte précisément sur ce choix. Sur ce qui pousse les gouvernements du monde entier à faire le mauvais choix en favorisant les richesses au détriment de la liberté. À privilégier la domination des plus riches. À préférer réprimer la colère de leur peuple face à une vie qui devient inabordable et insupportable, plutôt que de redistribuer les richesses des plus riches vers les autres. Il montre la manière dont les personnes qui détiennent les richesses économiques deviennent riches sur le plan politique partout dans le monde, et comment elles ont les moyens de façonner et d'influencer la politique, les sociétés et les économies. À l'inverse, les personnes qui sont au bas de l'échelle économique ont très peu de pouvoir politique,

#### GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES ENTRE 1987 ET NOVEMBRE 2025, EN MILLIARDS DE DOLLARS EN TERMES RÉELS



Source : Classements Forbes annuel et en temps réel des milliardaires dans le monde



#### ENCADRÉ 2. LA TECH ET LE NUMÉRIQUE, NOUVEAU CHAMP DE BATAILLE

En 2022, Elon Musk a racheté Twitter (rebaptisé par la suite X) pour 44 milliards de dollars<sup>9</sup> et a promis d'alléger les mesures de surveillance et de censure des discours haineux au nom de la « liberté d'expression »<sup>10</sup>. Sa prise de pouvoir a été immédiatement suivie d'une recrudescence des discours haineux, avec notamment une hausse de 500 % d'une insulte à caractère raciste mais aussi un accroissement de celles à caractère misogyne, transphobe et autres contenus haineux<sup>11</sup>. La valeur de la plateforme a fortement augmenté suite à l'investiture de Donald Trump en 2025 et à la faveur des relations étroites qu'entretenaient alors ces deux hommes<sup>12</sup>.

À cette même période, les forces de l'ordre kényanes ont utilisé X et d'autres fournisseurs numériques pour traquer et enlever des contestataires ou des personnes se montrant critiques vis-à-vis du gouvernement<sup>13</sup>. En décembre 2024, des contestataires ont été enlevé-es dans les rues du Kenya et torturé-es pour avoir publié des images montrant leur opposition au gouvernement sur X<sup>14</sup>. En juin 2025, des manifestations ont de nouveau éclaté suite à la mort d'Albert Omondi Ojwang, décédé alors qu'il était en garde à vue pour avoir critiqué l'inspecteur général adjoint de la police sur X<sup>15</sup>.

leurs voix étant réduites au silence par la montée de l'autoritarisme et la suppression de droits et libertés durement acquis.

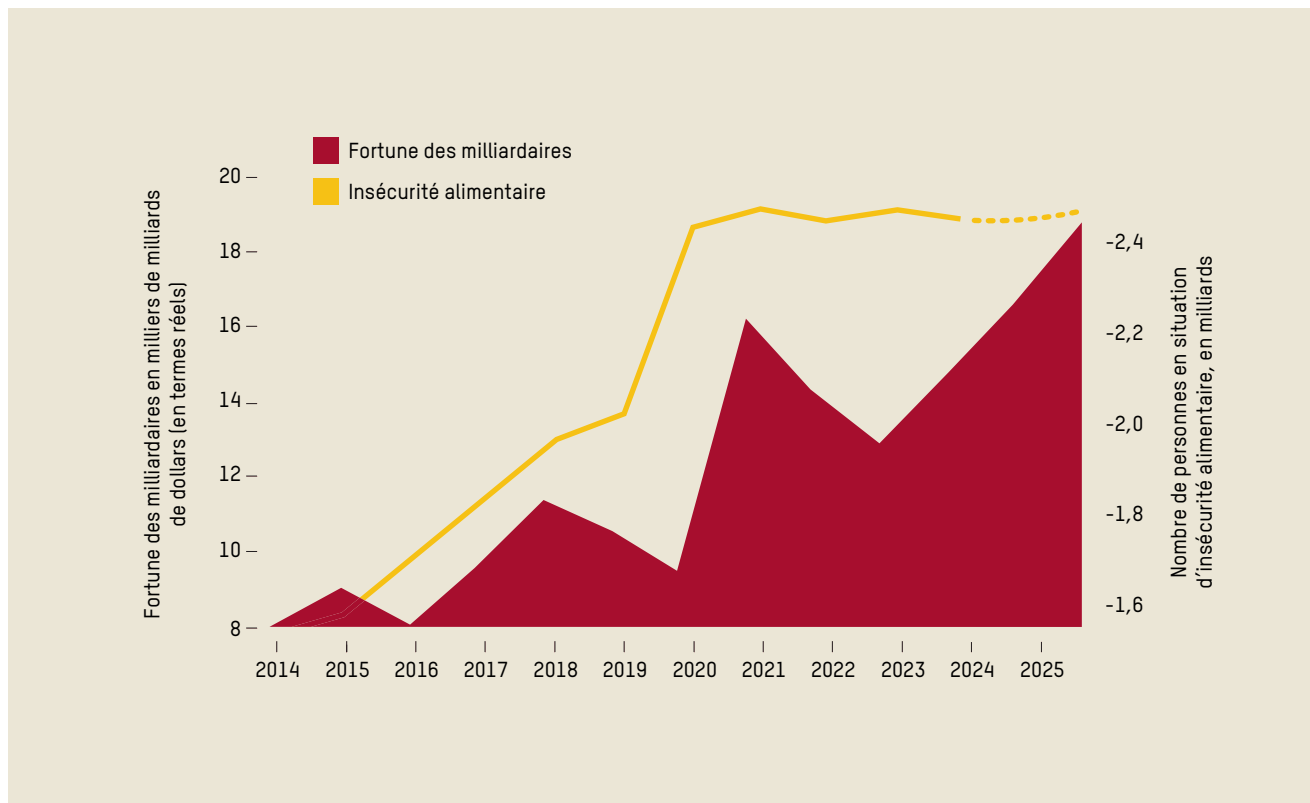
Mais cette situation n'est pas une fatalité, comme le démontre le présent rapport. Les gouvernements peuvent choisir de défendre les citoyen·nes ordinaires plutôt que les oligarques. La base citoyenne, lorsqu'elle s'organise, peut constituer un puissant contrepoids aux grandes fortunes. Ensemble, nous pouvons exiger un monde plus juste et plus égalitaire.

#### L'ACCUMULATION EXTRÊME DE RICHESSES S'ACCÉLÈRE

##### À partir de combien est-ce trop ? L'idée d'un plafonnement de la richesse extrême

La philosophe Ingrid Robeyns propose une réflexion philosophique sur l'inscription dans la loi d'une limitation de la fortune privée. Elle prône le « limitarisme », selon lequel la fortune privée devient moralement injustifiable et politiquement dangereuse au-delà d'un certain plafond<sup>16</sup>. De la même façon que les sociétés définissent un seuil de pauvreté pour déterminer quand une personne dispose de trop peu, il serait opportun de définir un « plafond d'extrême richesse »<sup>17</sup> pour déterminer quand une personne a trop. Elle suggère un plafond à 10 millions de dollars. Selon l'organisation Patriotic Millionaires, un tiers des millionnaires interrogé-es seraient favorables à l'instauration d'un plafond de richesse extrême établi à 10 millions de dollars<sup>18</sup>.

GRAPHIQUE 2 : ÉVOLUTION DE LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES PAR RAPPORT AU NOMBRE DE PERSONNES EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Source : FAOSTAT, classement Forbes des milliardaires du monde en 2025

### LA VIE DEVIENT INABORDABLE POUR LES CITOYEN-NES ORDINAIRES PARTOUT DANS LE MONDE

Au cours des décennies précédentes, les défenseurs et défenseuses de la mondialisation pouvaient mettre en avant les progrès très réels accomplis dans la lutte contre la pauvreté, soulignant que c'était cela qui importait, et non les richesses d'une minorité en haut de l'échelle.

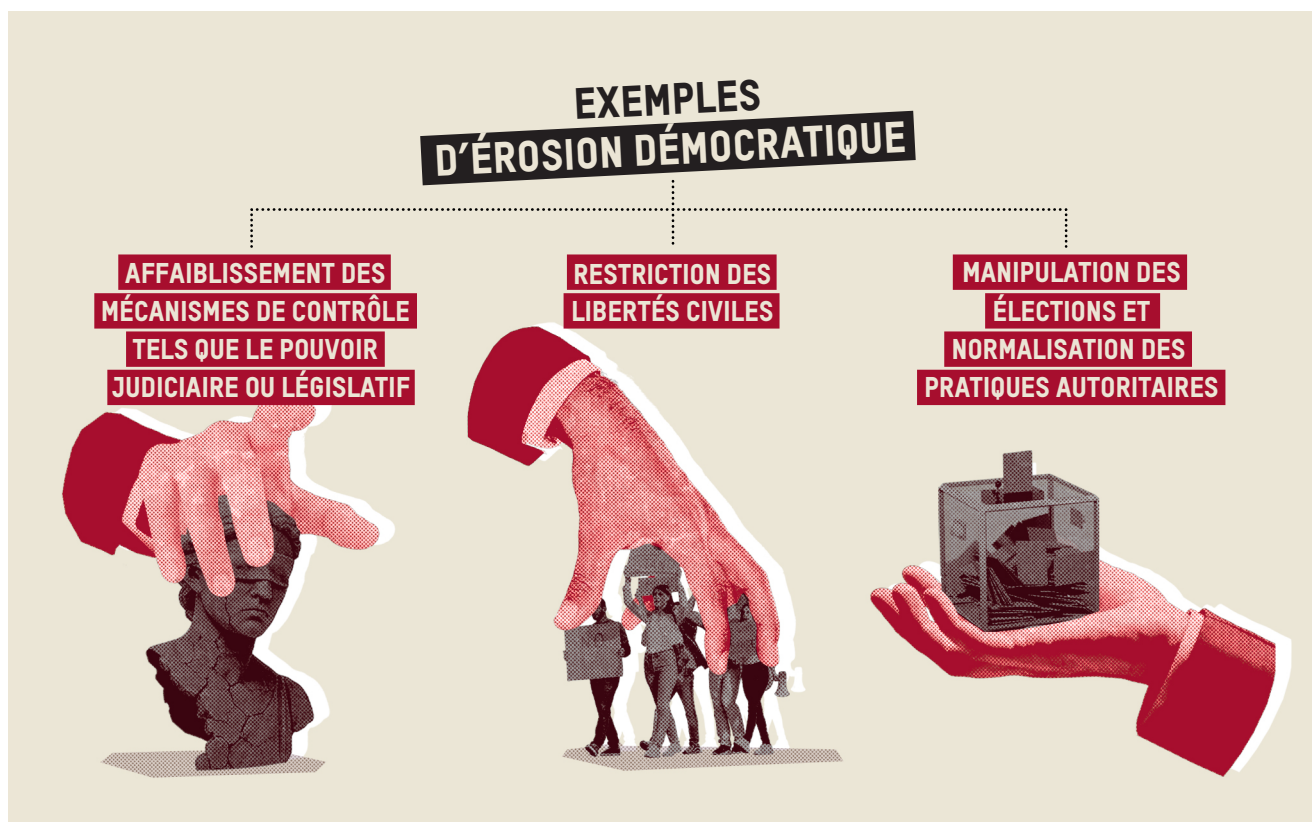
Mais depuis 2020, ce n'est plus le cas. La réduction de la pauvreté marque le pas et la pauvreté est à nouveau en hausse en Afrique. En 2022, près de la moitié de la population mondiale (48 %), soit 3,83 milliards de personnes, vivait dans la pauvreté<sup>19</sup>.

En considérant d'autres critères de la pauvreté, outre le revenu, une personne sur quatre dans le monde fait face à une insécurité alimentaire modérée ou grave<sup>20</sup>. Ce chiffre a augmenté de 42,6 % entre 2015 et 2024<sup>21</sup>. Aux quatre coins de la planète, les citoyen-nes ordinaires voient le coût des denrées alimentaires augmenter sans cesse. 92 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire en Europe et en Amérique du Nord, qui figurent pourtant parmi les régions les plus riches du monde<sup>22</sup>.

Les femmes et les filles vivant dans la pauvreté, les communautés racisées, les personnes en situation de handicap et les communautés LGBTQI+ subissent des conséquences encore plus graves, ainsi que l'exclusion, la marginalisation et la restriction de leur liberté de se révolter contre leur précarité économique<sup>23</sup>. Les femmes et les personnes racisées prédominent dans les emplois les moins bien rémunérés et les plus précaires. Elles sont aussi les moins susceptibles de jouir de droits fonciers. Chaque jour, on estime que les femmes effectuent 12,5 milliards d'heures de travail de soin non rémunéré, contribuant ainsi à l'économie mondiale à hauteur de 10 800 milliards de dollars au moins<sup>24</sup>. Rien qu'aux États-Unis, plus d'un-e adulte LGBTQI+ sur cinq (22 %) vit dans la pauvreté, contre environ 16 % des personnes hétérosexuelles et cisgenres<sup>25</sup>.

### LES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES ENTRAÎNENT DES INÉGALITÉS POLITIQUES

Les inégalités économiques jouent un rôle majeur dans l'érosion des droits et des libertés politiques, et créent un terrain fertile pour le renforcement de l'autoritarisme. Selon certaines recherches, l'augmentation des inégalités est l'un des indicateurs les plus fiables annonçant le début du déclin des démocraties<sup>26</sup>.



Une étude exhaustive a analysé 23 épisodes d'« érosion démocratique » dans 22 pays<sup>27</sup>. Cette érosion s'est traduite par l'affaiblissement des garde-fous tels que le pouvoir judiciaire ou législatif, la restriction des libertés civiles, la manipulation des élections et la normalisation de pratiques autoritaires comme la concentration du pouvoir entre les mains d'un leader politique. Selon cette étude, les pays où les inégalités sont les plus marquées ont jusqu'à sept fois plus de risques de voir leur démocratie s'éroder que les pays où les inégalités sont moins prononcées.

#### **Inégalités d'accès et de participation à la vie politique au sommet : aujourd'hui, c'est l'oligarchie qui contrôle notre monde**

En 2025, nous avons assisté à l'investiture d'un président milliardaire, entouré d'un cabinet composé de plusieurs milliardaires<sup>28</sup>, soutenu et financé par l'homme le plus riche du monde, Elon Musk<sup>29</sup>, qui était devenu le bras droit du président états-unien Donald Trump avant de tomber en disgrâce de manière spectaculaire<sup>30</sup>.

Les données provenant de 136 pays confirment que plus les ressources économiques sont réparties de manière inégale, plus le pouvoir politique l'est également. Par conséquent, les politiques entérinées reflètent davantage les préférences des groupes à revenus élevés que celles des groupes à faibles revenus<sup>31</sup>.

Les ultra-riches ont bâti leur pouvoir politique en achetant l'espace politique, en investissant dans la légitimation du pouvoir des élites et en s'assurant un accès direct aux institutions<sup>32</sup>. Les milliardaires et les ultra-riches utilisent depuis longtemps leur immense fortune pour acheter des responsables et des partis politiques, renversant ainsi le pouvoir de la majorité au profit d'un système injuste où « un dollar équivaut à une voix »<sup>33</sup>. Selon l'enquête World Values Survey, près de la moitié des personnes interrogées estimaient qu'il était fréquent de voir les plus riches acheter les élections dans leur pays<sup>34</sup>. En 2024, un dollar sur six dépensé par l'ensemble des candidat-es, partis et comités états-unien provenait des dons de seulement 100 familles milliardaires<sup>35</sup>.

Les milliardaires et les ultra-riches dominent de plus en plus les médias et l'IA. Plus de la moitié des plus grandes sociétés médiatiques dans le monde appartiennent à des milliardaires<sup>36</sup>, et neuf des dix plus grands réseaux sociaux sont dirigés par seulement six milliardaires<sup>37</sup>. Huit des dix premières sociétés spécialisées dans l'IA (un domaine qui se recoupe avec le secteur des médias) sont dirigées par des milliardaires, et trois d'entre elles contrôlent près de 90 % du marché des chatbots génératifs basés sur l'IA<sup>38</sup>. En France, CNews a été rachetée et rebaptisée « le Fox News français » par Vincent Bolloré, milliardaire d'extrême droite, défenseur des énergies fossiles, qui a engagé des poursuites judiciaires contre des journalistes critiques à son égard<sup>39</sup>.



Les médias appartenant à des milliardaires négligent systématiquement les intérêts des personnes vivant dans la pauvreté, des femmes et des groupes racisés<sup>40</sup>. En Amérique latine, par exemple, seulement 3 % des personnes apparaissant dans les actualités appartiennent à des groupes autochtones, et parmi celles-ci, une sur cinq seulement est une femme<sup>41</sup>.

Selon un article publié en 2023, plus de 11 % des milliardaires dans le monde ont occupé ou brigué des fonctions politiques<sup>42</sup>. Oxfam estime que les milliardaires ont au moins 4 000 fois plus de chances d'occuper un poste politique que les citoyen-nés ordinaires<sup>43</sup>. Najib Mikati, ancien Premier ministre libanais et réputé être l'homme le plus riche du pays<sup>44</sup>, est un exemple flagrant de la manière dont une grande fortune peut contribuer à obtenir un mandat politique. Malgré le faible soutien populaire ou local dont il bénéficie au sein de son parti, il a été nommé trois fois Premier ministre « de consensus »<sup>45</sup>.

### Inégalités d'accès et de participation à la vie politique à la base : les gouvernements préfèrent la répression à la redistribution

La pauvreté économique de la majorité tend à se traduire en difficultés d'accès et de participation à la vie politique. Les populations concernées font face à de plus grands obstacles pour participer à la vie politique, à la prise de décision et à la vie

publique. Cela limite leur capacité à influencer les politiques, à exercer leurs droits et à façonner leur avenir. Les femmes, en particulier les femmes racisées et celles qui vivent dans la pauvreté, manquent aussi cruellement de temps en raison du travail de soin qui leur incombe<sup>46</sup>.

En 2024, un quart des pays du monde ont accusé un recul de la liberté d'expression<sup>47</sup>. Selon Freedom House, 2024 a été la dix-neuvième année consécutive de déclin à l'échelle mondiale, avec plus de 60 pays affichant une détérioration des droits politiques et des libertés civiles<sup>48</sup>.

Les mesures d'austérité que les gouvernements, en particulier dans les pays à faible revenu, se sentent obligés de mettre en œuvre face à une dette écrasante ne font qu'aggraver les incroyables difficultés économiques auxquelles la majorité est déjà confrontée. Des manifestations contre les inégalités et cette précarité ont donc éclaté un peu partout dans le monde.

Face à la gronde généralisée de la population<sup>49</sup> sur des problématiques qui touchent à la vie quotidienne de leurs citoyen-nés, les gouvernements du monde entier ont persisté dans cette voie et choisi la répression plutôt que la redistribution. Les manifestations contre l'austérité et le coût de la vie ont conduit à une répression sévère de la part des gouvernements.



**ENCADRÉ 3. LA RÉPRESSION BRUTALE SUITE AUX MANIFESTATIONS CONTRE LE PROJET DE LOI DE FINANCES AU KENYA**

En juillet 2024, Tom<sup>50</sup> s'est joint à des milliers de manifestant·es dans le centre-ville de Nairobi pour dénoncer les hausses d'impôts, l'augmentation des prix, les inégalités liées à la dette<sup>51</sup> et le gouvernement. Le cortège a été attaqué par un groupe de policiers en civil, mais armés. Tom a reçu trois balles en caoutchouc qui se sont logées dans sa poitrine.

À bien des égards, Tom a eu de la chance ce jour-là. La Commission nationale des droits de l'homme du Kenya a enregistré la mort de 39 personnes lors des manifestations<sup>52</sup> et l'État kényan a été accusé d'avoir systématiquement tué ou enlevé les personnes impliquées. 60 cas d'exécutions sans jugement font actuellement l'objet d'une enquête, ainsi que 71 cas d'enlèvements et de disparitions forcées<sup>53</sup>. Human Rights Watch a également signalé que certaines victimes avaient été retrouvées torturées et mutilées<sup>54</sup>.

Bien qu'elles n'aient pas atteint tous leurs objectifs, les manifestations auxquelles Tom a participé ont finalement contraint le président à dissoudre le gouvernement et à retirer le projet de loi qui aurait entraîné une hausse des impôts<sup>55</sup>. Cela illustre le pouvoir dont disposent les citoyen·nes pour imposer un changement. Malgré ses blessures, Tom a déclaré : « Si la manifestation avait lieu demain, j'y retournerais. C'est notre survie qui est en jeu. Et un avenir meilleur pour le Kenya. Si nous n'intervenons pas maintenant, qui d'autre le fera ? »

Les syndicalistes sont souvent en première ligne des manifestations et font partie des premières cibles des mesures répressives décidées par les gouvernements<sup>56</sup>. En Argentine, le président Javier Milei, soutenu par le milliardaire argentin Eduardo Eurnekian, a cherché à amender 366 lois afin de déréglementer les conditions de travail et les salaires, démanteler les protections syndicales et privatiser les entreprises publiques<sup>57</sup>. Les manifestant·es doivent composer avec un contexte de plus en plus hostile, le gouvernement Milei ayant également publié un décret restreignant la liberté et le droit de manifester<sup>58</sup>. Lors des manifestations publiques de 2024, les syndicats ont subi dans leurs rangs des violences policières généralisées et des arrestations massives. Au moins 1 155 manifestant·es ont été blessé·es, dont au moins 33 par des balles en caoutchouc au niveau de la tête et du visage<sup>59</sup>.

**Reporter la responsabilité sur les migrant·es plutôt que sur les millionnaires**

Soutenus par les partis d'extrême droite et certains médias, dont beaucoup appartiennent à des personnes extrêmement riches, les gouvernements stigmatisent systématiquement les minorités et en font des boucs émissaires. Dans de nombreux pays, les personnes migrantes sont accusées de toute une série de maux frappant la société, notamment la criminalité, l'amenuisement des prestations sociales et l'augmentation du coût de la vie<sup>60</sup>. Selon un sondage réalisé en 2024 au Canada, 35 % des Canadien·nes interrogé·es pensent que l'immigration augmente le taux de criminalité, en partie à cause de reportages trompeurs, des réseaux sociaux et du narratif de l'extrême droite<sup>61</sup>. Au Royaume-Uni, une minorité puissante jouissant d'un pouvoir disproportionné a contribué à orienter le débat public sur les petites embarcations de migrant·es traversant la Manche, plutôt que sur les superyachts des ultra-riches<sup>62</sup>. Ce discours consistant à désigner des boucs émissaires trouve un écho favorable chez certaines personnes. Dans les pires scénarios, cela se traduit par une recrudescence des violences racistes perpétrées par une poignée d'individus enhardis<sup>63</sup>. Tandis que la majorité ne se laisse pas duper et que de nombreuses personnes ripostent, il est triste de constater que ces manœuvres sournoises font oublier la vraie source des problèmes rencontrés par la plupart, à savoir les niveaux extrêmes d'inégalités.

**CONSTRUIRE UN AVENIR À ÉGALITÉ**

Le présent rapport montre comment les inégalités extrêmes, les milliardaires et leurs soutiens au sein des gouvernements entravent la liberté politique et les droits humains de la majorité. Ce cercle vicieux est largement reconnu, y compris dans la sphère des ultra-riches. Selon une enquête menée en 2024 auprès de plus de 2 300 millionnaires issu·es des pays du G20, plus de la moitié considèrent que la richesse extrême constitue une « menace pour la démocratie »<sup>64</sup>. Un sondage mené dans 36 pays a révélé que les personnes interrogées considéraient que la principale cause des inégalités économiques était « l'influence politique excessive exercée par les plus riches ». 86 % des personnes interrogées étaient d'accord ou tout à fait d'accord avec cette affirmation<sup>65</sup>.



La bonne nouvelle, c'est que rien de tout cela n'est inévitable et que le changement est possible. Afin de créer un avenir plus équitable pour tou-te-s, ce rapport recommande ce qui suit :

### 1. Les pays doivent réduire radicalement les inégalités économiques

Conjuguées aux énormes concentrations d'extrêmes richesses et à la pauvreté persistante, les inégalités économiques élevées alimentent l'érosion des droits et libertés du plus grand nombre. Les États doivent faire de la réduction radicale des inégalités économiques leur priorité absolue. **Tous les pays doivent mettre en œuvre des plans nationaux de réduction des inégalités (PNRI) à la fois réalistes et assortis de délais afin de s'attaquer aux inégalités** tout en surveillant régulièrement les progrès réalisés. Chaque pays doit œuvrer pour atteindre un coefficient de Gini inférieur à 0,3 et/ou un ratio de Palma ne dépassant pas 1<sup>66</sup>.

Tous les pays doivent également soutenir les recommandations du rapport du comité extraordinaire<sup>67</sup> au G20 présidé par l'Afrique du Sud, sous la direction du professeur Joseph Stiglitz. Le comité appelle à la création d'un « Panel international sur les inégalités » (PII), une institution dont la mission serait de fournir rapidement des informations exactes sur l'ampleur, les causes et les impacts des inégalités galopantes, ainsi que les solutions

à y apporter. Tout comme l'urgence climatique justifiait la création du GIEC, l'urgence des inégalités exige de mettre sur pied un tel PII sans plus attendre.

### 2. Limiter le pouvoir politique des ultra-riches

La richesse économique ne se traduit pas systématiquement en pouvoir politique, et l'on observe de fortes disparités entre les pays, à l'image de l'environnement réglementaire. En plus de réduire l'existence même d'une extrême richesse, les États peuvent prendre des mesures concrètes pour ériger un puissant pare-feu entre richesse et politique. Ils doivent :

- véritablement taxer les ultra-riches afin de réduire leur puissance économique, et ainsi leur puissance politique ;
- réglementer le lobbying et le pantouflage ;
- interdire le financement des campagnes par les ultra-riches ;
- inscrire l'indépendance des médias dans la loi ;
- réglementer les entreprises médiatiques afin d'accroître la transparence des algorithmes ;
- protéger la liberté d'expression tout en luttant contre les contenus néfastes, notamment les discours haineux visant les personnes immigrées et les femmes, ainsi que les minorités raciales, ethniques, religieuses ou liées à des identités de genre diverses.



### 3. Bâtir le pouvoir politique du plus grand nombre

Malgré les inégalités structurelles, dès qu'elles évoluent dans un système politique qui les encourage et les motive à influencer la prise de décision, les personnes ordinaires deviennent puissantes. Afin de permettre au plus grand nombre d'avoir voix au chapitre en matière de politique, les États doivent garantir un environnement favorable par le biais de lois, d'institutions et de politiques publiques permettant aux citoyen·nes de s'organiser librement, de s'exprimer et d'agir collectivement pour demander des comptes aux personnes détentrices du pouvoir quant au respect de ces droits. La promotion et la protection de l'espace civique est un contrepoids efficace à l'autoritarisme, à l'oligarchie et aux inégalités structurelles.

Les organisations de la société civile (OSC), les syndicats et les autres réseaux et groupes marginalisés et organisés jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les inégalités. Ils représentent les gens ordinaires, collaborent avec les mouvements locaux et autochtones, favorisent la cohésion sociale, veillent à la transparence et à la redevabilité, et défendent des politiques et une gouvernance progressistes qui servent les intérêts du plus grand nombre.

### BÂTIR UN MOUVEMENT MONDIAL ET OSER EXIGER LE CHANGEMENT

Oser porter une voix dissidente est bien trop souvent associé à un risque d'intimidation ou d'arrestation, si ce n'est d'y laisser sa peau.

C'est pourquoi nous devons unir nos forces pour adopter des mesures visant à renforcer et à protéger la voix, le choix et le pouvoir de tous ceux et de toutes celles qui luttent pour un avenir plus égalitaire.

Il est essentiel que nos mouvements et organisations collaborent de manière solidaire. Ensemble, nous devons œuvrer à **bâtir un mouvement citoyen mondial pour défendre nos droits, lutter pour un monde plus égalitaire et exiger l'éradication des inégalités et de l'oligarchie.**

#### ENCADRÉ 4. S'UNIR POUR VAINCRE LE MANQUE D'INFLUENCE POLITIQUE

Des recherches menées en Amérique latine révèlent que des institutions essentielles de la démocratie, telles que les organisations de la société civile, ainsi que le ciblage des efforts de mobilisation et l'organisation volontaire dans les communautés à faibles revenus peuvent donner aux citoyen·nes ordinaires une puissante voix politique<sup>68</sup>. La participation massive aux élections garantit la victoire des candidatures ou des partis qui prennent à bras le corps les souffrances du plus grand nombre et cherchent à limiter le pouvoir d'une petite élite. José Mujica (président uruguayen de 2010 à 2015) a accédé aux plus hautes fonctions malgré ses origines modestes et une période d'emprisonnement sous une dictature militaire, s'attirant un soutien massif de la part de la classe ouvrière uruguayenne et des communautés rurales vivant dans la pauvreté<sup>69</sup>.

Les syndicats jouent un rôle essentiel en promouvant l'action collective et en influant sur les processus politiques, mais aussi pour la réduction directe des inégalités économiques en augmentant les salaires des personnes à faibles et moyens revenus par rapport aux plus hauts revenus<sup>70</sup>. Les syndicats mènent une action particulièrement efficace pour combler les écarts de rémunération liés au genre et à l'origine ethnique. Les travailleurs et travailleuses noir·es et hispaniques, ainsi que les femmes, bénéficient d'une plus grande augmentation salariale grâce à la syndicalisation que les travailleurs blancs de genre masculin, ce qui contribue à réduire les écarts salariaux qui existent depuis longtemps<sup>71</sup>.

- 1 Note méthodologique, Stat. 1
- 2 Oxfam Amérique (2025), *UNEQUAL: The rise of a new American oligarchy and the agenda we need*. Dernière visite le 6 novembre 2025. <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/unequal-the-rise-of-a-new-american-oligarchy-and-the-agenda-we-need/>
- 3 P. Hoskins (2 octobre 2025), *Musk becomes world's first half-trillionaire*. BBC. Dernière visite le 6 octobre 2025. <https://www.bbc.co.uk/news/articles/c89d3547npjo>
- 4 Note méthodologique, Stat. 1
- 5 E. G. Rau et S. Stokes (2025), Income inequality and the erosion of democracy in the twenty-first century. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 122(1). Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/39793070>
- 6 Note méthodologique, Stat. 16
- 7 Note méthodologique, Stat. 3
- 8 Note méthodologique, Stat. 4
- 9 M. Sweney (19 mars 2025), *Value of Elon Musk's X 'rebounds to \$44bn purchase price'*. *The Guardian*. Dernière visite le 19 septembre 2025. <https://www.theguardian.com/technology/2025/mar/19/value-elon-musk-x-rebounds-purchase-price>
- 10 L. Jamali (18 juin 2025), *Musk's X sues New York state over social media hate speech law*. BBC. Dernière visite le 16 octobre 2025. <https://www.bbc.co.uk/news/articles/c4g8vy2n3dko>
- 11 R. Ray et J. Anyanwu (23 novembre 2022), *Why is Elon Musk's Twitter takeover increasing hate speech?* Brookings. Dernière visite le 19 septembre 2025. <https://www.brookings.edu/articles/why-is-elon-musks-twitter-takeover-increasing-hate-speech>
- 12 M. Sweney (19 mars 2025), *Value of Elon Musk's X 'rebounds to \$44bn purchase price'*, op. cit.
- 13 Dr J. Mwangi (20 août 2024), *Security dynamics in the digital era: A case of Kenya*. Mashariki Research and Policy Centre. Dernière visite le 17 octobre 2025. <https://masharikirpc.org/security-dynamics-in-the-digital-era-a-case-of-kenya/> ; et M. Koskei (7 janvier 2025), *Abducted Cartoonist 'Kibet Bull' freed*. *Daily Nation*. Dernière visite le 19 septembre 2025. <https://nation.africa/kenya/counties/nakuru/abducted-cartoonist-kibet-bull-freed-4880658>
- 14 O. Madung (1<sup>er</sup> mai 2025), *Tortured over a tweet: how the war between Kenya's Gen Z and their president has moved online*. *The Guardian*. Dernière visite le 19 septembre 2025. <https://www.theguardian.com/global-development/2025/may/01/kenyans-tortured-for-a-tweet-president-ruto-satire-x-youth-gen-z> ; et NTV Kenya (2025), *University student Davis Mokaya denies posting image of President Ruto's coffin on social media*. [contenu vidéo]. Dernière visite le 19 septembre 2025. <https://www.youtube.com/watch?v=s7R0IF3bmns>
- 15 A. Wandera et B. Rukanga (9 juin 2025), *Protest hits Kenya after shock death of man held by police*. BBC. Dernière visite le 19 septembre 2025. <https://www.bbc.com/news/articles/cwy3eqppqzno>
- 16 I. Robeyns (2024), *Limitarianism: The Case Against Extreme Wealth*. Londres : Penguin.
- 17 F. Belata et H. Wright (2025), *Exploring An Extreme Wealth Line*. New Economics Foundation, en partenariat avec Patriotic Millionaires International. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://neweconomics.org/2025/01/exploring-an-extreme-wealth-line>
- 18 Ibid.
- 19 Groupe de la Banque mondiale (3 juin 2025), *June 2025 Update to the Poverty and Inequality Platform (PIP)*. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099510306052516849> ; et J. Hasell et al. (11 août 2025), *\$3 a day: A new poverty line has shifted the World Bank's data on extreme poverty. What changed, and why?* Dernière visite le 28 octobre 2025. <https://ourworldindata.org/new-international-poverty-line-3-dollars-per-day>
- 20 Le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire grave ou modérée a augmenté de 42,6 % entre 2015 et 2024, ce qui correspond à 682,6 millions de personnes. Voir : Note méthodologique, Stat. 9 ; et FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2025), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2025. Lutter contre la forte inflation des prix des produits alimentaires pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition*. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://openknowledge.fao.org/items/c8e59cc8-7ea8-4706-bfd9-14cd79b290e0>
- 21 Note méthodologique, Stat. 9.
- 22 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2025), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2025. Lutter contre la forte inflation des prix des produits alimentaires pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition*. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://openknowledge.fao.org/items/c8e59cc8-7ea8-4706-bfd9-14cd79b290e0>.
- 23 Oxfam (2018), *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://www.oxfam.org/fr/publications/partager-la-richesse-avec-elles-et-ceux-qui-la-creent>
- 24 Oxfam (2020), *Celles qui comptent*. Dernière visite le 16 septembre 2025. [policy-practice.oxfam.org/fr/resources/celles-qui-comptent-reconnaitre-la-contribution-considerable-des-femmes-a-leconomie-pour-combattre-les-inegalites/](https://policy-practice.oxfam.org/fr/resources/celles-qui-comptent-reconnaitre-la-contribution-considerable-des-femmes-a-leconomie-pour-combattre-les-inegalites/)

- 25 UCLA School of Law Williams Institute (2023), *LGBT Poverty in the United States*. Dernière visite le 24 octobre 2025. <https://williamsinstitute.law.ucla.edu/publications/lgbt-poverty-us/> ; et Human Rights Campaign (non daté), *Understanding Poverty in the LGBTQ+ Community*. Dernière visite le 20 octobre 2025. <https://www.hrc.org/resources/understanding-poverty-in-the-lgb-tq-community>
- 26 E. G. Rau et S. Stokes (2025), Income inequality and the erosion of democracy in the twenty-first century. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 122(1). Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/39793070>
- 27 Ibid.
- 28 Forbes (3 avril 2025), *These Are the 10 Richest People in Donald Trump's Administration*. Dernière visite le 13 août 2025. <https://www.forbes.com/sites/danalexander/2025/04/03/these-are-the-10-richest-people-in-donald-trumps-administration>
- 29 The Financial Times (2024), *Elon Musk donated more than \$250mn to Donald Trump's campaign, electoral filings show*. Dernière visite le 24 octobre 2024. <https://www.ft.com/content/5f962d83-01d8-4a2d-9d36-a1bfd400c00> ; et F. Schouten et al. (6 décembre 2024), *Musk spent more than a quarter-billion dollars to elect Trump, including funding a mysterious super PAC, new filings show*. CNN. Dernière visite le 4 septembre 2025. <https://www.cnn.com/2024/12/05/politics/elon-musk-trump-campaign-finance-filings>
- 30 Al Jazeera (6 juillet 2025), *Elon Musk launches the America Party as feud with Trump escalates*. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://www.aljazeera.com/news/2025/7/6/elon-musk-launches-the-america-party-as-feud-with-trump-escalates>
- 31 W. M. Cole (2018), Poor and powerless: Economic and political inequality in cross-national perspective, 1981–2011. *International Sociology*, 33(3), 357–385. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://economicsociology.org/wp-content/uploads/2018/04/poor-and-powerless-economic-and-political-inequality-in-cross-national-perspective.pdf>
- 32 P. Hägel (2021), *Billionaires in World Politics*. Oxford : Oxford University Press. 117 – 145.
- 33 The Economist (22 mai 2014), *One dollar, one vote*. Dernière visite le 27 octobre 2025.
- 34 C. Haerper et al. (eds.) (2022), *World Values Survey: Round Seven – Country-Pooled Datafile Version 6.0*. Madrid (Espagne) et Vienne (Autriche). JD Systems Institute et WWSA Secretariat. Dernière visite le 23 octobre 2025. <https://www.worldvaluessurvey.org/WVS-DocumentationWV7.jsp>
- 35 Americans for Tax Fairness (2 avril 2025), *Billionaires Buying Elections: They've Come to Collect*. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://americansfortaxfairness.org/billionaires-buying-elections-theyve-come-to-collect>
- 36 Note méthodologique, Stat. 17 ; et R. Neate (3 mai 2025), *'Extra level of power': billionaires who have bought up the media*. *The Guardian*. Dernière visite le 16 octobre 2025. <https://www.theguardian.com/news/2022/may/03/billionaires-extra-power-media-ownership-elon-musk>
- 37 Statista (février 2025), *Most popular social networks worldwide as of February 2025, by number of monthly active users*. Dernière visite le 20 octobre 2025. <https://www.statista.com/statistics/272014/global-social-networks-ranked-by-number-of-users/>
- 38 Companies Market Cap (non daté), *Largest AI companies by market capitalization*. Dernière visite le 20 octobre 2025. <https://companiesmarketcap.com/artificial-intelligence/largest-ai-companies-by-marketcap/>
- 39 R. Dupré et J. Lefilliâtre (19 mars 2025), *Vincent Bolloré et son groupe visés par une plainte panafricaine les accusant d'être au cœur d'un « système de corruption »*. *Le Monde*. Dernière visite le 4 septembre 2025. [https://www.lemonde.fr/societe/article/2025/03/19/vincent-bollore-et-son-groupe-vises-par-une-plainte-panafricaine-l-accusant-d-etre-au-c-ur-d-un-syste-me-de-corruption\\_6583461\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2025/03/19/vincent-bollore-et-son-groupe-vises-par-une-plainte-panafricaine-l-accusant-d-etre-au-c-ur-d-un-syste-me-de-corruption_6583461_3224.html)
- 40 F. Kurtulmus et J. Kandiyali (2023), Class and Inequality: Why the Media Fails the Poor and Why This Matters. Dans Carl Fox et Joe Saunders (eds.), *The Routledge Handbook of Philosophy and Media Ethics*. Routledge, 276–87.
- 41 GMMP (2021), *Global Media Monitoring Project 2020 Report: Who Makes the News?* Dernière visite le 18 septembre 2025. [https://whomakesthenews.org/wp-content/uploads/2024/06/GMMP2020\\_ENG-FINAL.pdf](https://whomakesthenews.org/wp-content/uploads/2024/06/GMMP2020_ENG-FINAL.pdf)
- 42 D. Krmaric et al. (2024), Billionaire Politicians: A Global Perspective. *Perspectives on Politics*, 22(2), 357–371. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://www.cambridge.org/core/journals/perspectives-on-politics/article/abs/billionaire-politicians-a-global-perspective/1AD0E0C33FE43165B14DD981533E00DD>
- 43 Note méthodologique, Stat. 16.
- 44 Forbes (non daté), *Najib Mikati*. Dernière visite le 26 septembre 2025. <https://www.forbes.com/profile/najib-mikati>
- 45 M. Chulov (26 juillet 2025), *Billionaire tycoon named as Lebanese PM as economic crisis bites*. *The Guardian*. Dernière visite le 6 octobre 2025. <https://www.theguardian.com/world/2021/jul/26/billionaire-tycoon-lebanese-pm-najib-mikati>
- 46 Y. Rodgers (2023), Time Poverty: Conceptualisation, gender differences, and policy solutions. *Social Philosophy and Policy*, 40(1), 79–102. Dernière visite le 5 septembre 2025. <https://www.cambridge.org/core/journals/social-philosophy-and-policy/article/time-poverty-conceptualization-gender-differences-and-policy-solutions/06A5EFD49F494FB69B1D4830F1CAB19>



- 47 Freedom House (2025), *Freedom in the World 2025: The Uphill Battle to Safeguard Rights*. Dernière visite le 18 septembre 2025. [https://freedomhouse.org/sites/default/files/2025-02/FITW\\_World\\_2025\\_Feb.2025.pdf](https://freedomhouse.org/sites/default/files/2025-02/FITW_World_2025_Feb.2025.pdf)
- 48 Ibid.
- 49 Debt Justice et Institute of Political Economy (2025), *How the global debt system is undermining democracy and fuelling authoritarianism across Global South countries*. Dernière visite le 18 septembre 2025. [https://debtjustice.org.uk/wp-content/uploads/2025/06/Debt-Democracy-and-Austerity\\_Jun-25.pdf](https://debtjustice.org.uk/wp-content/uploads/2025/06/Debt-Democracy-and-Austerity_Jun-25.pdf)
- 50 Étude de cas Oxfam, publiée pour la première fois dans : M. Lawson (16 novembre 2024), *The High Price of Fighting for Freedom*. Blog EQUALS. Dernière visite le 16 octobre 2025. [https://www.equals.ink/p/the-high-price-of-fighting-for-freedom?utm\\_source=publication-search](https://www.equals.ink/p/the-high-price-of-fighting-for-freedom?utm_source=publication-search)
- 51 C. Liverseed (29 avril 2025), *Kenya Finance Bill Protests*. Dernière visite le 24 octobre 2025. <https://thenonviolenceproject.wisc.edu/2025/04/29/kenya-finance-bill-protests/> ; Business Daily (23 juillet 2025), *World Bank freezes Sh97bn to Kenya on reform delays*. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://www.businessdailyafrica.com/bd/economy/world-bank-freezes-sh97bn-to-kenya-on-reforms-fallout5129344->
- 52 Commission nationale des droits de l'homme du Kenya (1<sup>er</sup> juillet 2024), *Update on the Status of Human Rights in Kenya during the Anti-Finance Bill Protests, Monday 1<sup>st</sup> July, 2024*. Dernière visite le 27 octobre 2025. <https://www.knchr.org/Articles/ArtMID/2432/ArticleID/1200/Update-on-the-Status-of-Human-Rights-in-Kenya-during-the-Anti-Finance-Bill-Protests-Monday1-st-July2024->
- 53 DW News (2024), *Kenya police accused of killing or abducting dozens of 'Gen-Z' protesters*. [contenu vidéo]. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://www.youtube.com/watch?v=q4FWNpzvQ0M>
- 54 Human Rights Watch (5 novembre 2024), *Kenya : Security Forces Abducted, Killed Protesters*. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://www.hrw.org/news/2024/11/2024/kenya-security-forces-abducted-killed-protesters>
- 55 Al Jazeera (11 juillet 2024), *Kenya's Ruto dismisses almost entire cabinet after nationwide protests*. Dernière visite le 17 octobre 2024. <https://www.aljazeera.com/news/11/7/2024/kenyas-ruto-dismisses-almost-entire-cabinet-after-nationwide-protests>
- 56 CSI (2025), *Indice CSI 2025 des droits dans le monde*. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://www.ituc-csi.org/global-rights-index?lang=fr>
- 57 Ibid.
- 58 PEN International (1<sup>er</sup> juillet 2025), *Argentina: Serious deterioration of freedom of expression under Javier Milei's government*. Dernière visite le 30 décembre 2025. <https://www.pen-international.org/news/argentina-serious-deterioration-of-freedom-of-expression-under-javier-mileis-government>
- 59 CSI (2025), *Indice CSI 2025 des droits dans le monde*. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://www.ituc-csi.org/global-rights-index?lang=fr>
- 60 Transforming Society (19 mai 2023), *It's called scapegoating and it's as old as divide and rule*. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://www.transformingsociety.co.uk/2023/05/19/its-called-scapegoating-and-its-as-old-as-divide-and-rule>
- 61 J. P. Walsh et al. (2022), *Social media, migration and the platformization of moral panic: Evidence from Canada*. Dernière visite le 29 octobre 2025. <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/13548565221137002> ; S. Esmail (2025), *No Longer the Exception: An exploration of factors affecting decreasing positive attitudes towards immigration in Canada post-COVID-19*. Université d'Alberta. Political Science Undergraduate Review. DOI : <https://doi.org/10.29173/psur420> ; L. Schemitsch (6 décembre 2024), *The risks of immigration misinformation to Canada's int'l students*. Dernière visite le 27 octobre 2025. <https://thepienews.com/the-risks-of-immigration-misinformation-to-canadas-intl-students/> ; et M. Bernier (1<sup>er</sup> novembre 2024), *A tidal wave of immigration is swamping my country. It may not survive*. Dernière visite le 28 octobre 2025. <https://www.telegraph.co.uk/news/2024/11/01/canada-peoples-party-immigration-is-the-issue/>
- 62 Runnymede (2025), *A hostile environment: language, race, politics and the media*. Dernière visite le 7 octobre 2025. <https://www.runnymedetrust.org/publications/a-hostile-environment-language-race-politics-and-the-media>
- 63 S. A. Olofinbiyi (2022), *Anti-immigrant Violence and Xenophobia in South Africa: Untreated Malady and Potential Snag for National Development*. *Insight on Africa*, 14(2), 193–211. Dernière visite le 29 septembre 2025. <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/09750878221079803> ; J. Drury (2024), *The August 2024 riots: Empowerment of the xenophobes*. Dernière visite le 23 octobre 2025. <https://blogs.sussex.ac.uk/crowdsidentities/2024/08/04/the-august-2024-riots-empowerment-of-the-xenophobes/> ; H. Al-Othman (1<sup>er</sup> juin 2025), *Riots after Southport attack more similar to those in 1958 than in 2011, study finds*. *The Guardian*. Dernière visite le 29 septembre 2025. <https://www.theguardian.com/uk-news/2025/jun/01/southport-attack-unrest-1958-race-riots-2011-disorder-far-right-protests> ; N. Popli (16 mai 2022), *How the 'Great Replacement Theory' Has Fueled Racist Violence*. *Time*. Dernière visite le 29 septembre 2025. <https://time.com/6177282/great-replacement-theory-buffalo-racist-attacks> ; et P. Hille (2023), *Far-right terror attack in Solingen: 30 years later*. DW. Dernière visite le 29 septembre 2025. <https://www.dw.com/en/far-right-terror-arson-attack-in-solingen-30-years-later/a-65757610>
- 64 Patriotic Millionaires (16 janvier 2024), *Nearly three quarters of millionaires polled in G20 countries support higher taxes on wealth, over half think extreme wealth is a "threat to democracy"*. Dernière visite le 16 septembre 2025. <https://patrioticmillionaires.uk/latest-news/pmuk-davos-2024-release>

- 65 R. Wike et al. (9 janvier 2025), *Economic Inequality Seen as Major Challenge Around The World*. Pew Research Center. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://www.pewresearch.org/global/2025/01/09/economic-inequality-seen-as-major-challenge-around-the-world>
- 66 J. Stiglitz et al. (2025), *G20 Extraordinary Committee of Independent Experts on Global Inequality*. Dernière visite le 6 novembre 2025. <https://ipdcolumbia.org/wp-content/uploads/2025/11/2-G20-Global-Inequality-Report-Full-and-Summary.pdf>
- 67 Ibid.
- 68 C. Boulding (2021), *Voice and Inequality*. Université du Colorado à Boulder. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://www.colorado.edu/polisci/2021/05/27/voice-and-inequality>
- 69 V. Hernandez (15 novembre 2012), *Jose Mujica: The world's 'poorest' president*. BBC. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://www.bbc.com/news/magazine-20243493>
- 70 F. Jaumotte et C. O. Buitron (2015), *Power from the People*. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2015/03/pdf/jaumotte.pdf>
- 71 A. Banerjee et al. (2021), *Unions are not only good for workers, they're good for communities and for democracy*. Economic Policy Institute. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://www.epi.org/publication/unions-and-well-being> ; et J. T. Addison (2020), *The consequences of trade union power erosion*. IZA World of Labor. Dernière visite le 18 septembre 2025. <https://wol.iza.org/uploads/articles/525/pdfs/consequences-of-trade-union-power-erosion.pdf>

© Oxfam International, janvier 2026

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d’auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d’éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d’évaluation.

Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d’autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation des auteur-es est requise et des frais d’utilisation peuvent s’appliquer : <https://policy-practice.oxfam.org/fr/droits-dauteur-et-autorisations/>

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Oxfam

Oxfam est un mouvement citoyen mondial, réunissant des personnes déterminées à combattre les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices. Nous travaillons dans plus de 70 pays de différentes régions avec un réseau de milliers de partenaires et d’alliés, pour aider les communautés au quotidien, renforcer leur résilience et protéger les vies et les moyens de subsistance en temps de crise. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd’hui et sur le long terme, pour un futur à égalité.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam Afrique du Sud ([www.oxfam.org.za](http://www.oxfam.org.za))

Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))

Oxfam Aotearoa ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))

Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))

Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))

Oxfam Brésil ([www.oxfam.org.br](http://www.oxfam.org.br))

Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))

Oxfam Colombie ([lac.oxfam.org/countries/colombia](http://lac.oxfam.org/countries/colombia))

Oxfam Danemark ([www.oxfam.dk](http://www.oxfam.dk))

Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))

Oxfam GB ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))

Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))

Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))

Oxfam Intermón (Espagne) ([www.oxfamintermon.org](http://www.oxfamintermon.org))

Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))

Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))

Oxfam KEDV ([www.kedv.org.tr](http://www.kedv.org.tr))

Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))

Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))

Oxfam Pilipinas ([www.oxfam.org.ph](http://www.oxfam.org.ph))

Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))